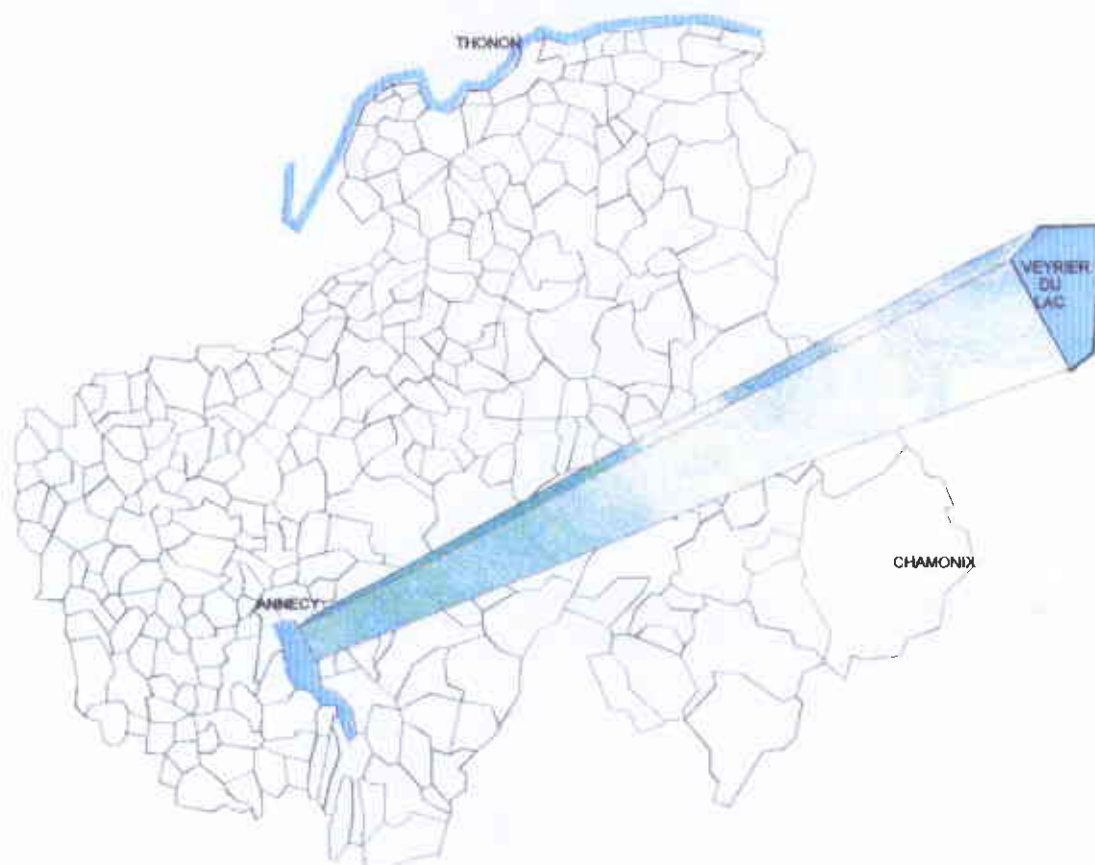


COMMUNE DE VEYRIER DU LAC

DOSSIER COMMUNAL SYNTHETIQUE DES RISQUES MAJEURS INFORMATION DES POPULATIONS



Ce dossier a été établi conjointement par les Services de l'Etat et la Municipalité

SOMMAIRE

- AVANT-PROPOS

- Risques majeurs et information préventive

- Risques Naturels (fiches descriptives)

Inondation
Mouvement de terrain
Séisme

- Cartographie au 1/25.000e

Localisation des aléas naturels
Localisation des zones d'information préventive

AVANT-PROPOS

Le risque naturel majeur a toujours existé et l'homme a toujours eu beaucoup de mal à s'en protéger.

La meilleure parade consiste à ne pas s'installer sur les lieux où le risque majeur a déjà sévi, par exemple à proximité des rivières.

Plus récemment, l'homme croyant avoir domestiqué la nature a payé un lourd tribut à une insuffisante prise en compte du risque majeur dans l'aménagement.

Il a de plus créé un nouveau type de risque lié à ses activités : le risque technologique.

Pour se prémunir des catastrophes, les solutions sont nombreuses :

- la connaissance et l'affichage des risques,
- la prévention,
- la prise en compte des risques majeurs et de la protection de l'environnement dans l'aménagement,
- l'information de la population.

Le citoyen a droit à l'information sur les risques majeurs qu'il encourt et les mesures de sauvegarde pour s'en protéger.

La première étape d'un vaste programme engagé par les pouvoirs publics, le Dossier Départemental des Risques Majeurs, est un outil de sensibilisation destiné à tous les acteurs du département concernés par les risques majeurs (élus, administrations, écoles, associations, ...).

Aujourd'hui, il convient de poursuivre le programme d'information préventive des risques majeurs. Pour cela, les services de l'Etat ont élaboré ce Document Communal Synthétique (DCS). Le DCS fait apparaître les risques naturels et technologiques auxquels la commune est confrontée, ainsi que les lieux qui doivent faire l'objet d'une information préventive.

Cette information préventive est à l'initiative du maire. Il lui appartient de développer une campagne d'information des concitoyens soit :

- en procédant à une large publicité du DCS (consultable en mairie)
- en établissant une campagne d'affichage
- en élaborant un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Toutes les communes du département seront dotées d'un Dossier Communal Synthétique dans les prochaines années.

Le Préfet,

Michel Morin.

**RISQUES MAJEURS
ET INFORMATION PRÉVENTIVE**

I. QU'EST-CE QUE LE RISQUE MAJEUR ?

Le risque majeur, vous connaissez : vous appelez cela une catastrophe. Il a deux caractéristiques essentielles :

- sa gravité, si lourde à supporter par les populations, voire les Etats ;
- sa fréquence, si faible qu'on pourrait être tenté de l'oublier et de ne pas se préparer à sa survenue.

Et pourtant...pour le risque naturel notamment, on sait que l'avenir est écrit dans le passé : là où une rivière a débordé, la terre a tremblé, la neige a glissé, les laves ont coulé, on sait que d'autres inondations, séismes, avalanches ou éruptions volcaniques pourront survenir.

Que de souffrances, que de dégâts derrière chacune de ces manifestations du risque majeur.

D'autant plus grave si l'homme ne s'y est pas préparé ; mais la prévention coûte cher ; il faut beaucoup de moyens financiers, humains pour se protéger. Parfois, on l'oubliera : on fera des économies budgétaires au profit d'investissements plus rentables ; on ira même jusqu'à s'installer dans des anciens lits de rivière, des couloirs d'avalanches, trop près d'une usine. Alors, faute des moyens nécessaires pour se protéger, surveiller, annoncer le risque, les populations seront encore plus touchées par les catastrophes.

Mais il y a deux volets que l'on peut développer à moindre coût :

l'information et la formation

En France, la **formation à l'école** est développée par les Ministères de l'Education Nationale et de l'Environnement : il faut en effet que la connaissance du risque majeur et la protection de l'environnement entrent dans la **culture du citoyen**.

Quand l'**information préventive** sera faite dans une commune, la formation des enseignants sera une opération d'accompagnement incontournable.

C'est pourquoi le Ministère de l'Environnement développe sur 5 ans ce vaste programme d'information préventive dans les 5000 communes à risques, en s'appuyant sur les préfectures et les collectivités territoriales.

Mieux informés et formés, tous (élèves, citoyens, responsables) intégreront mieux le risque majeur dans leurs sujets de préoccupation, pour mieux s'en protéger : c'est ainsi que tous acquièrent une confiance lucide, génératrice de **bons comportements individuels et collectifs**.

II. QU'EST-CE QUE L'INFORMATION PREVENTIVE SUR LES RISQUES MAJEURS

L'information préventive consiste à renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur ses lieux de vie, de travail, de vacances.

Elle a été instaurée en France par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 : "le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger".

Le décret du 11 octobre 1990 a précisé le contenu et la forme des informations :

- le préfet établit le Dossier Départemental des Risques Majeurs (avec cartes) et le Dossier Communal Synthétique ; le maire réalise le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs, ces deux pièces étant consultables en mairie par le citoyen ;
- l'affichage dans les locaux regroupant plus de cinquante personnes est effectué par le propriétaire selon un plan d'affichage établi par le maire et définissant les immeubles concernés.

Par circulaire du 25 février 1993, le Ministère de l'Environnement a demandé aux préfets d'établir la liste des communes à risques, en leur demandant de définir un ordre d'urgence pour que tous les citoyens concernés soient informés en cinq ans ; pour ce faire, la circulaire demande aux maires de développer dans leur commune une campagne d'information sur les Risques Majeurs.

L'information préventive est faite dans les communes où il y a des enjeux humains : risque de victimes. L'information portera donc d'abord sur les communes où les enjeux humains sont les plus importants, où les protections sont les plus fragiles (exemple : campings).

Pour réaliser cette information préventive, **une Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP)**, a été constituée dans chaque département ; elle est placée sous l'autorité du préfet et regroupe les principaux acteurs départementaux du risque majeur et de la sécurité civile.

C'est cette cellule qui a établi, sur directives de la préfecture :

- le dossier départemental des risques majeurs (DDRM) : ce n'est pas un document opposable aux tiers ; c'est un document de sensibilisation destiné aux responsables et acteurs du risque majeur
- le document communal synthétique (DCS) permettant aux maires de développer l'information préventive dans leur commune : il a été établi conjointement entre l'Etat et la Commune, à partir du DDRM.

LE RISQUE INONDATION

I. QU' EST-CE QU'UNE INONDATION ?

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables ; elle est due à une augmentation du débit d'un cours d'eau provoquée par des pluies importantes et durables.

II. COMMENT SE MANIFESTE-T-ELLE ?

Elle peut se traduire par :

- des inondations de plaine : un débordement du cours d'eau, une remontée de la nappe phréatique, une stagnation des eaux pluviales,
- des crues torrentielles (Vaison-la-Romaine),
- un ruissellement en secteur urbain (Nîmes).

L'ampleur de l'inondation est fonction de :

- l'intensité et la durée des précipitations,
- la surface et la pente du bassin versant,
- la couverture végétale et la capacité d'absorption du sol,
- la présence d'obstacles à la circulation des eaux, ...

Elle peut être aggravée, à la sortie de l'hiver, par la fonte des neiges.

III. QUELS SONT LES RISQUES D'INONDATION DANS LA COMMUNE ?

Les crues torrentielles sont la conséquence de lits obstrués par divers matériaux. Ceci provoque un engravement des chaussées et jardins à l'aval des passages busés.

Le 13 Juin 1987 coupure de la voie communale aux Pensières.

En fonction des différentes études menées dans la commune :

- la carte au 1/25 000 de l'aléa risque d'inondation figure au présent dossier
- la carte des zones où il convient de faire l'information préventive est également jointe au présent dossier

IV. QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LA COMMUNE ?

Elaboration en Mai 1994 d'un périmètre R 111-3 dénommé dorénavant Plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.)

- l'**aménagement** des cours d'eau et des bassins versants : curage, couverture végétale, barrage, digue...,
- le **repérage des zones exposées** (études préliminaires),
- l'**interdiction de construire** dans les zones les plus exposées, les mesures restrictives (P.P.R.) devant être reprises dans le plan d'occupation des sols (POS) consultable en mairie,
- l'**information de la population.**

V. QUE DOIT FAIRE LA POPULATION ?

AVANT :

- prévoir les gestes essentiels :
 - . fermer portes et fenêtres,
 - . couper le gaz et l'électricité,
 - . mettre les produits au sec,
 - . amarrer les cuves,
 - . faire une réserve d'eau potable,
 - . prévoir l'évacuation.

PENDANT :

- s'informer de la montée des eaux (radio, mairie...),
- couper l'électricité,
- n'évacuer qu'après en avoir reçu l'ordre.

APRÈS :

- aérer et désinfecter les pièces,
- chauffer dès que possible,
- ne rétablir l'électricité que sur une installation sèche.

VI. OÙ S'INFORMER ?

A LA MAIRIE

LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

I. QU'EST-CE QU'UN MOUVEMENT DE TERRAIN ?

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol ; il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme.

II. COMMENT SE MANIFESTE-T-IL ?

Il peut se traduire par :

- des glissements de terrain par rupture d'un versant instable,
- des écroulements et chute de blocs,
- des coulées boueuses et torrentielles.

III. QUELS SONT LES RISQUES DE MOUVEMENT DE TERRAIN DANS LA COMMUNE ?

On note:

De nombreuses chutes de pierres dans le secteur allant de CHAVOIRE au CRET VIGNON

Plusieurs évènements en 1950, 1955, 1981 dans le secteur des COTES

Des chutes de blocs plus volumineux sont à craindre dans les secteurs suivants:

- Rocher de TALABAR et Rocher des AIRES (1 Juillet 1932)
- Chapeau de Napoléon et rocher des GRANDES SUITES
- Chute d'un bloc de 6 m³ le 3 mars 1986 dans le secteur dit "LA SOURCE"

En fonction des différentes études menées dans la commune :

- la carte au 1/25 000 de l'aléa risque de mouvement de terrain est jointe au présent dossier
- la carte des zones où il convient de faire l'information préventive se trouve également au présent dossier

IV. QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LA COMMUNE ?

Elaboration en Mai 1994 d'un périmètre R 111-3 dénommé dorénavant Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

- repérage des zones exposées (études préliminaires),
- interdiction de construire dans les zones les plus exposées et mesures restrictives (P.P.R.) devant être reprises dans les P.O.S. consultable en mairie,
- surveillance très régulière des mouvements déclarés,
- information des populations

V. QUE DOIT FAIRE LA POPULATION ?

En cas d'éboulement, de chutes de pierres :

AVANT

- s'informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde.

PENDANT

- fuir latéralement,
- gagner au plus vite les hauteurs les plus proches,
- ne pas revenir sur ses pas,
- ne pas entrer dans un bâtiment endommagé.

APRÈS

- évaluer les dégâts et les dangers,
- informer les autorités,
- se mettre à disposition des secours.

VI. OÙ S'INFORMER ?

A LA MAIRIE

LE RISQUE SISMIQUE

Tremblement de terre

I. QU'EST-CE QU'UN SEISME ?

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface, et se traduisant par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Les dégâts observés sont fonction de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

II. PAR QUOI SE CARACTERISE-T-IL ?

Un séisme est caractérisé par :

- son foyer : c'est le point de départ du séisme,
- sa magnitude : identique pour un même séisme, elle mesure l'énergie libérée par celui-ci (échelle de Richter),
- son intensité : variable en un lieu donné selon sa distance au foyer ; elle mesure les dégâts provoqués en ce lieu (échelle MSK),
- la fréquence et la durée des vibrations : ces deux paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface,
- la faille provoquée (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

III. QUELS SONT LES RISQUES DE SEISME DANS LA COMMUNE ?

La Commune de VEYRIER DU LAC est située en zone à risque sismique (sismicité faible Ib)

D'autre part le déclenchement d'un séisme serait de nature à aggraver le risque "chute de blocs" visé ci-dessus

IV. QUELLES SONT LES MESURES PRISES DANS LA COMMUNE ?

- le zonage sismique pour les zones les plus exposées : ce zonage national a été établi par décret ;
- la construction parasismique qui permet de renforcer la résistance des bâtiments et de réduire considérablement le nombre de victimes ;
- l'information des populations ;

V. QUE DOIT FAIRE L'INDIVIDU ?

AVANT

- s'informer des risques encourus et des consignes de sauvegarde,
- privilégier les constructions parasismiques,
- repérer les points de coupure de gaz, eau, électricité,
- fixer les appareils et meubles lourds,
- repérer un endroit où l'on pourra se mettre à l'abri.

PENDANT la première secousse : RESTER OU L'ON EST

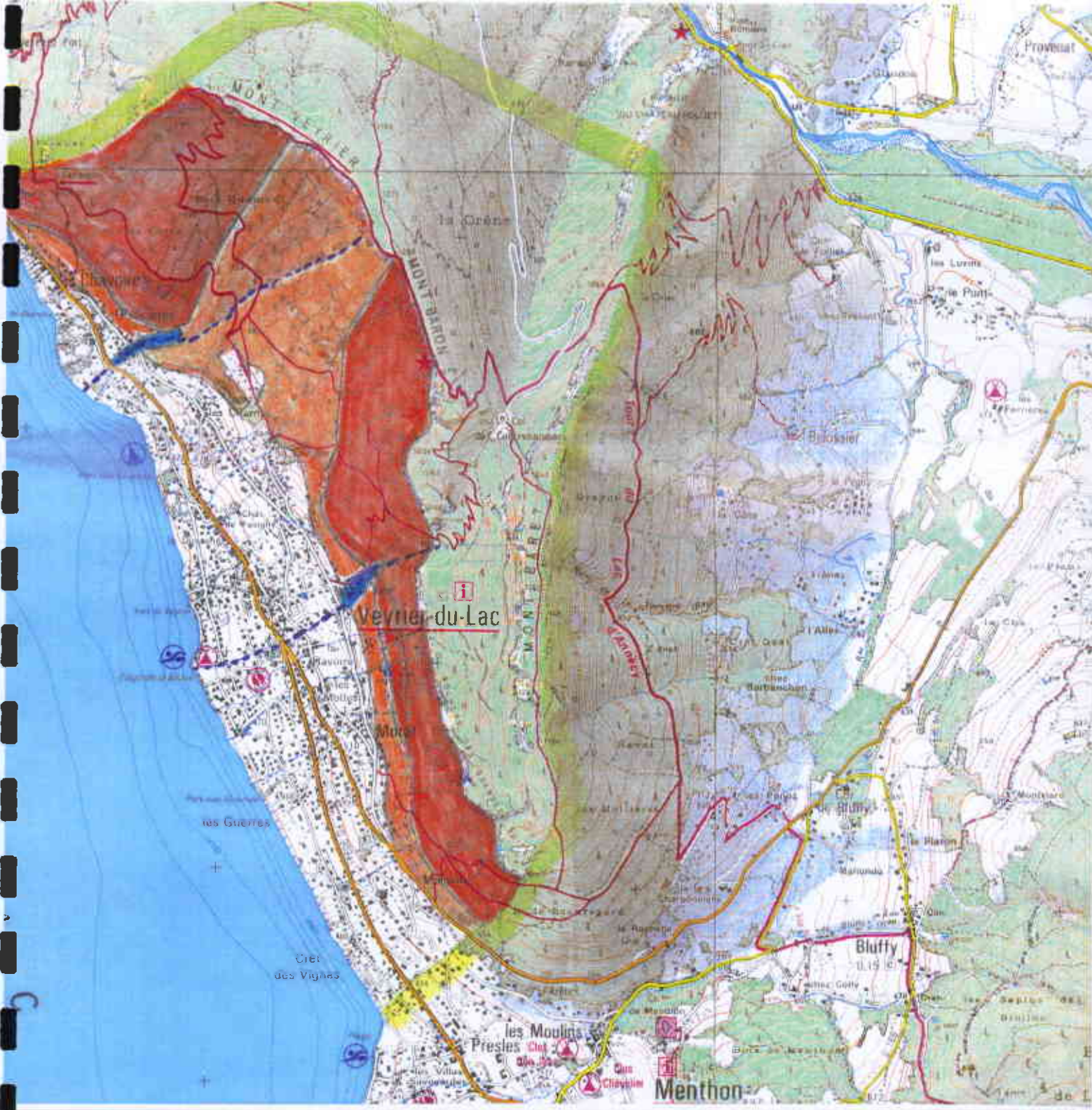
- à l'intérieur : se mettre à l'abri près d'un mur, une colonne porteuse ou sous des meubles solides ; s'éloigner des fenêtres ;
- à l'extérieur : s'éloigner de ce qui peut s'effondrer (bâtiments, ponts, fils électriques) ; à défaut s'abriter sous un porche ;
- en voiture : s'arrêter si possible à distance de constructions et de fils électriques et ne pas descendre avant la fin de la secousse.

APRÈS la première secousse : EVACUER LE PLUS VITE POSSIBLE

- couper l'eau, le gaz et l'électricité ; ne pas allumer de flamme et ne pas fumer. En cas de fuite, ouvrir les fenêtres et les portes et prévenir les autorités ;
- évacuer le plus rapidement possible les bâtiments ; attention il peut y avoir d'autres secousses ;
- ne pas prendre l'ascenseur ;
- s'éloigner de tout ce qui peut s'effondrer et écouter la radio ;
- s'éloigner des zones côtières même longtemps après, en raison d'éventuels raz-de-marée
- ne pas aller chercher ses enfants à l'école.

VI. OÙ S'INFORMER ?

A la MAIRIE



Carte de Localisation des Aléas Naturels - Commune de VEYRIER DU LAC

- chute de blocs et mouvements de terrain (aléa fort)
- chute de blocs et mouvements de terrain (aléa modéré)
- zones d'engravement
- zones de ravinement

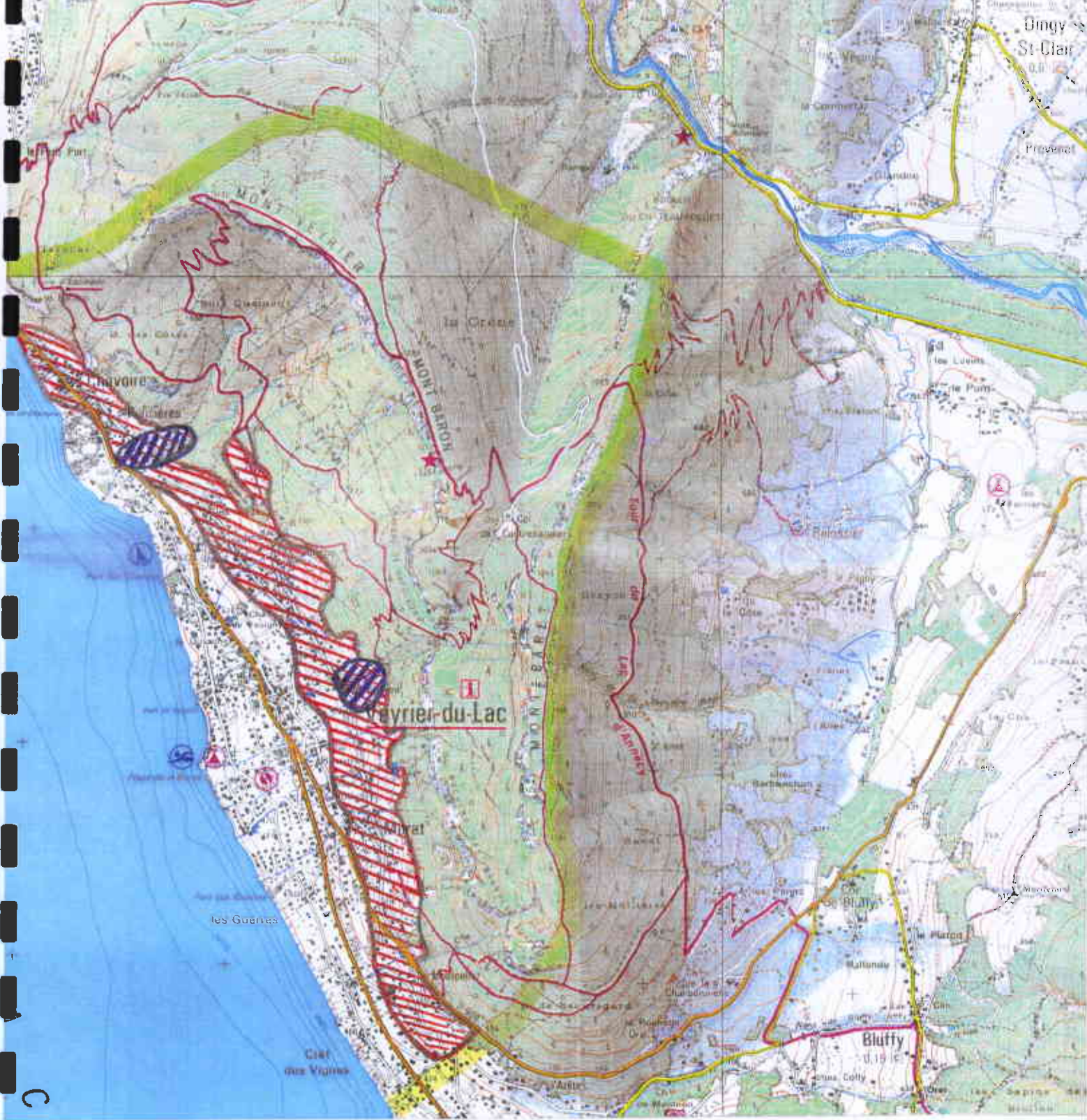
Limite de Commune

Echelle : 1/25 000



N° d'Autorisation IGN - PARIS 199(1984) 50-5132

Ce plan ne constitue pas un document réglementaire opposable aux tiers. Il a été élaboré par les Services de l'Etat en mars 1996 et en fonction des données scientifiques fournies par le Service RTM et des documents juridiques de référence (POS - PPR). Il a été établi pour définir les zones dans lesquelles le Maire devrait procéder à l'information des populations sur les risques majeurs en application de la loi du 21/07/1987 (art.21) et du décret du 11/10/1990.



Localisation des zones d'information préventive - Commune de VEYRIER DU LAC

 information sur chute de blocs et Mouvements de terrains

 Limite de Commune

 information sur les crues torrentielles



Echelle 1/25 000 è

Ce plan ne constitue pas un document réglementaire opposable aux tiers
 Il a été élaboré par les Services de l'Etat en mars 1996 et en fonction des données scientifiques fournies par le Service RTM et des documents juridiques de référence (POS - PPR). Il a été établi pour définir les zones dans lesquelles le Maire devrait procéder à l'information des populations sur les risques majeurs en application de la loi du 21/07/1987 (art.21) et du décret du 11/10/1990